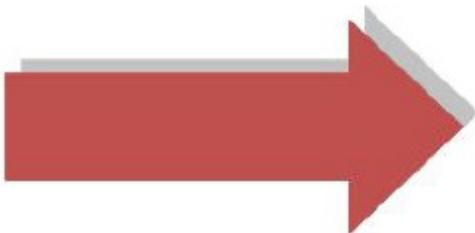




Djibouti : Le point sur Djibouti

Par Dimitri VERDONCK

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications.



Analyse

Décembre 2014

Djibouti est un peu une caricature, c'est vraiment un pays méconnu, petit qui bénéficie d'un soutien très important de la communauté internationale et en particulier de la France, ancienne puissance colonisatrice et qui reste extrêmement présente encore aujourd'hui à Djibouti. Ce soutien permet au président Ismaïl Omar Guelleh de faire à peu près ce qu'il veut. Et il le fait d'autant plus facilement qu'à Djibouti il n'y a ni liberté de presse, ni média indépendant. Il y a un média radio-télévisé officiel (la *RTD*, la *Radio Télévision Djibouti*), un journal officiel (*La Nation*) et les journalistes étrangers sont interdits.

Le manque de structuration de la diaspora s'explique par diverses raisons : le faible nombre de Djiboutiens en Belgique, le manque de liens forts entre Djibouti et la Belgique (au contraire de la France). Ceci dit, au fil des ans, on retrouve de plus en plus de Djiboutiens opposants et qui viennent trouver refuge en Belgique en raison des persécutions subies. Il faut ajouter aussi que les relations entre Djibouti et la France sont à ce point passionnelles, étroites et bien sûr très intéressées, que pour les opposants djiboutiens, il est plus sécurisant de demander l'asile en Belgique plutôt qu'en France. La collusion historique entre la France et le pouvoir djiboutien depuis 40 ans est un fait incontestable.

Tout cela, c'est le résultat de ce qu'on appelle la *Françafrique* dont il semble par ailleurs que l'on ne sorte pas vraiment, contrairement à ce qu'avait annoncé le président français François Hollande qui parlait du passage de la *Françafrique* à l'*Afrique-France*... Sur le plan de la communication, cela passe très bien, mais dans les faits, la collusion reste la même et surtout – car c'est ce qui pose problème – un soutien à la dictature qui maintient la population djiboutienne dans une situation sociale et économique désastreuse. L'alignement sur ses prédécesseurs est tout à fait évident.

La menace terroriste est réelle dans la Corne de l'Afrique et c'est vrai que la Somalie ou l'Erythrée constituent des foyers de tension importants qui influent considérablement la politique de ces pays. Mais depuis quelques années maintenant il est clair que le président constitue un danger plus important que la menace contre laquelle il se présente comme le seul rempart crédible. Très concrètement, les Américains, les Français, toutes les grandes puissances qui sont présentes à Djibouti dans le cadre de la lutte contre la piraterie et l'islamisme radical, connaissent très bien la manière épouvantable dont le dictateur se comporte avec la population djiboutienne. Ils ferment tous les yeux parce que ça les arrange et qu'ils ont besoin de Djibouti. Le président loue son pays, son territoire à des puissances extérieures qui mènent leur vie et poursuivent leurs propres intérêts au détriment de l'intérêt des Djiboutiens.

Djibouti est donc un pays malade, mais qui est en train de se réveiller. C'est là aussi ce qui est remarquable. Depuis 2011, les gens descendent dans la rue. Cela représente déjà une avancée majeure dans la défense des intérêts des Djiboutiens par les Djiboutiens eux-mêmes. Les vingt dernières années, les seules manifestations que l'on connaissait à Djibouti étaient organisées par le pouvoir djiboutien lorsque le président le jugeait nécessaire. C'est notamment ce qui s'est produit, lorsque le président Omar Guelleh embarassé par la tournure prise par l'affaire Borel (du nom du magistrat français assassiné à Djibouti dans des circonstances plus que

suspectes et qui mènent tout droit au palais présidentiel), a fait descendre tout le pays dans la rue pour affirmer l'attachement des Djiboutiens à leur souveraineté et adresser aux Français un message agressif et très clair. Parmi les manifestants on retrouvait la quasi totalité des fonctionnaires djiboutiens qui avait reçu l'ordre de défiler, ainsi que la population à qui l'on a distribué de l'argent, de la nourriture et du khat pour l'occasion.

Depuis février 2013, les Djiboutiens sont dans la rue parce qu'eux-mêmes l'ont décidé ! Ils le sont massivement et ils sont bien déterminés à faire entendre leur voix.

On parle souvent de la France et des Etats-Unis, mais du côté de l'Union européenne aussi il y a des choses à faire. Elle continue à avoir une vision marchande des relations entre les hommes et en particulier avec l'Afrique. L'adoption d'une résolution d'urgence par le Parlement européen en juin 2013 a été une étape importante mais il faut faire beaucoup plus. Et c'est un travail de longue haleine. Pour l'adoption de cette résolution par exemple, il a fallu batailler ferme. D'abord, tout simplement pour convaincre des députés européens de s'intéresser à un pays qu'ils ne connaissent pour la plupart pas du tout. Une résolution à propos de Djibouti, c'est un peu une résolution dont personne ne veut et à laquelle personne ne pense. Ensuite, il faut aller frapper à toutes les portes, expliquer la situation, décrire les exactions commises par le régime, expliquer pourquoi et comment les intérêts de l'Union européenne pourraient être préservés autrement qu'en soutenant la dictature.

Ce qui est surtout important à retenir ici c'est qu'au travers du Parlement européen, l'Union européenne a clairement dit que Djibouti se comportait d'une manière intolérable sur le plan des droits humains. Ce n'est pas rien. Rappelons qu'on pratique la torture à Djibouti et que les vrais opposants y sont condamnés à l'exil. Prenons l'exemple de Daher Ahmed Farah, il est de retour au pays depuis deux ans et sur ces deux ans, il a été arrêté une vingtaine de fois et a certainement passé près de dix mois en prison au total. Pour des motifs scandaleux et sans fondement.

Dans ce contexte, deux actualités concernent de près l'ACP. D'une part, il s'agit de Djibouti 2016, un mouvement citoyen qui se fixe comme objectif de promouvoir l'alternance et de la préparer. L'ACP sera aux côtés de cette initiative soutenue par des grandes ONG et organisations internationales, en collaboration avec la FIDH et la campagne de tournons la page. D'autre part, il s'agira des élections prévues au Burundi et à propos desquelles l'ACP publiera l'année prochaine un ouvrage collectif, en fonction bien sûr de l'évolution de la situation sur place.